

sexisme

Les barrières qui bouchent l'horizon des femmes

ELODIE BLOGIE

Les femmes cantonnées au foyer, les hommes maîtres de l'espace public. Cette stricte répartition femmes/hommes et privé/public apparaît dépassée. Aujourd'hui, les femmes travaillent et sont libres d'occuper l'espace public, estime-t-on. Et pourtant.

Des frontières invisibles demeurent. Des collectifs féministes organisent d'ailleurs des actions de réappropriation de la rue, comme les « marches exploratoires » (des marches, entre femmes, pour lister les éléments d'insécurité dans l'espace public) de l'ASBL Garance, ou d'espaces typiquement masculins comme l'initiative « Femmes au café » de l'association Awsa. Pour Irène Zeilinger, directrice de Garance, on peut distinguer au moins cinq types de frontières invisibles. Tout d'abord une barrière qui concerne la présence même des femmes dans l'espace public : « Quand on remonte dans l'histoire, le droit des femmes à être dans l'espace public - l'accès à la politique, à l'université, aux institutions - est très récent. » Ensuite, la féministe pointe les frontières temporelles, en lien avec le sentiment d'insécurité en rue.

Choix de l'itinéraire, maîtrise du regard : des stratégies

Vient une limitation liée aux usages. Les femmes se meuvent dans l'espace public avec des objectifs : se rendre au travail, aller chercher les enfants, faire des courses. « C'est lorsqu'une femme s'installe sur un banc sans rien faire que sa présence sera questionnée, elle sera interpellée parce qu'elle paraît disponible pour la conversation, la drague. » La présentation de soi constitue une autre restriction. « Cela va au-delà de la façon de s'habiller : c'est adapter son itinéraire, maîtriser sa vitesse, contrôler où et qui on regarde, etc. »

Enfin demeurent les frontières spatiales qui délimitent des espaces publics connotés « masculins ». Les terrains de sport, ou certains cafés, comme ceux que vise l'ASBL Awsa, association féministe laïque qui s'adresse à un public issu du monde arabe.

« Des femmes nous disaient se sentir mal à l'aise devant ces cafés à forte dominante marocaine ou turque », explique Alicia Arbid. Avec l'initiative « Femmes au café », un groupe de femmes pénètre dans ces lieux et engage la conversation avec les habitués. « Cela crée d'abord un malaise », poursuit la coordinatrice de l'ASBL. « Parfois, il y a des hommes qui quittent le café, mais souvent l'échange est positif. Certains disent qu'ils vont en parler à leur femme. »

Femmes migrantes, en situation précaire : d'autres frontières

En dehors de la question des cafés, Awsa constate que s'ajoutent des murs invisibles lorsque les femmes sont migrantes ou en situation précaire. « Je me souviens d'une dame qui faisait tout à pied parce qu'elle ne savait pas demander de l'aide pour les transports », raconte Alicia Arbid. « Enfin, un contrôle communautaire s'exerce aussi dans certains quartiers. » Mais quel que soit le milieu, il y a une constante : les femmes se déplacent par étapes (la crèche, l'école, le travail, le médecin, etc.)... et vont moins « loin » que les hommes. « Comme elles prennent majoritairement en charge les tâches et les soins, elles ont toujours quelque chose à faire à la maison », conclut Irène Zeilinger.

Parfois, il y a des hommes qui quittent le café, mais souvent l'échange est positif. Certains disent qu'ils vont en parler à leur femme

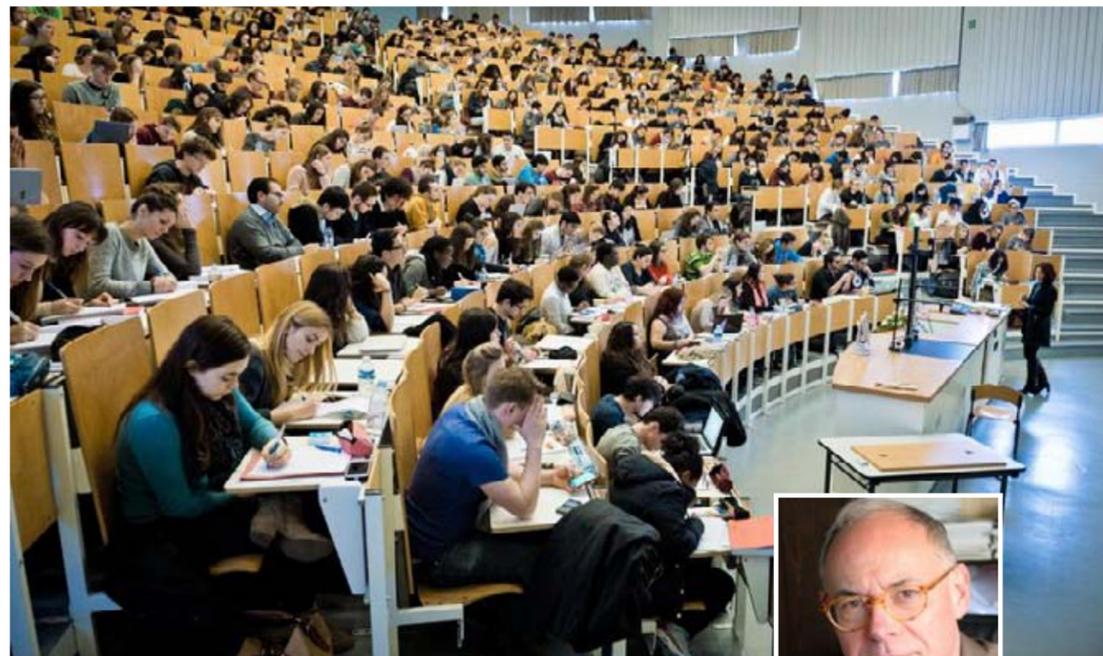
Alicia Arbid
coordinatrice de l'ASBL Awsa



Les femmes se meuvent dans l'espace public avec des objectifs : se rendre au travail, aller chercher les enfants, faire des courses. Mais fréquenter un café ? Pas encore acquis par tout le monde.

© MATHIEU GOLINVAUX

socio-économique Les couloirs de l'université, impuissants face aux inégalités



« L'accès aux bancs des universités et hautes écoles ne suffit pas à garantir aux étudiants des milieux modestes de pouvoir accéder à des postes à hautes responsabilités », constate Jean-Paul Lambert.

© BRUNO DALIMONTE

PAULINE MARTIAL

Des patrons issus de milieux socio-économiques défavorisés, il y en a bien quelques exemples. Mais ceux-ci ne suffisent pas à faire penser que le temps du plafond de verre socio-économique au sein de nos entreprises est révolu. Des murs s'érigent encore bel et bien entre les individus issus des milieux les plus modestes et les fonctions des plus hautes sphères de la société. « La probabilité que ces populations accèdent à des postes à haute responsabilité est certes plus élevée aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, mais nous devons rester lucides : cela reste extrêmement rare de voir des personnes issues des milieux les plus défavorisés à la tête d'une entreprise du top 100. Les enfants issus de ces milieux occupent plus souvent des postes étroitement liés à ceux de leurs parents », affirme Jean-Paul Lambert, recteur honoraire de l'Université Saint-Louis à Bruxelles.

Et c'est dans notre système scolaire qu'on trouverait une explication à cette reproduction sociale. « L'accès à ces hautes fonctions est quasiment systématiquement conditionné par le fait d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, en comparaison d'il y a une trentaine d'années, il existe une diversité de plus en plus accrue parmi les étudiants qui occupent les bancs des universités et hautes écoles, notamment avec des étudiants issus de l'immigration. Mais cela ne suffit pas à garan-

tir à ces étudiants des milieux modestes de pouvoir accéder à des postes à haute responsabilité », constate Jean-Paul Lambert.

Un enseignement inégalitaire

Car si l'absence d'examen d'entrée pour la grande majorité des filières ainsi que le coût raisonnable du minerval contribuent à rendre notre enseignement supérieur plus accessible à toutes les catégories socio-économiques, il n'en est pas de même en ce qui concerne la réussite.

La faute à qui ? Au fonctionnement de l'enseignement obligatoire en Belgique. « Notre enseignement, spécifiquement en Fédération Wallonie-Bruxelles, est l'un des plus inégalitaires, principalement en raison de notre très forte pratique du redoublement mais aussi à cause de la division en filières de notre système scolaire. Les filières techniques et professionnelles ne font généralement pas l'objet d'un choix, ni des enfants ni des parents : elles constituent le plus souvent des filières vers lesquelles on renvoie les enfants en difficulté scolaire », estime Jean-Paul Lambert. A cela s'ajoutent les différences de niveaux entre les écoles. « Il y a aujourd'hui encore des bonnes et des mauvaises écoles secondaires, ce qui amplifie les inégalités entre les jeunes à l'entrée dans le supérieur », pointe le recteur honoraire de l'Université Saint-Louis.

Et si, en théorie, la détention d'un diplôme universitaire est censée agir comme un égalisateur entre les plus ai-

A diplôme égal, les personnes issues des classes sociales aisées auront toujours plus de chances d'occuper un poste important que des personnes de milieux plus défavorisés.

Et ce grâce au réseautage

Jean-Paul Lambert
recteur honoraire de l'Université Saint-Louis



sés et les personnes issues des milieux plus modestes, la réalité semble tout autre. « A diplôme égal, les personnes issues des classes sociales aisées auront toujours plus de chances d'occuper un poste important que des personnes de milieux plus défavorisés. Et ce pour la simple et bonne raison que la recherche d'un emploi passe aussi par le réseautage. Chose dont l'enfant d'un notaire, d'un médecin ou d'un industriel disposera davantage », conclut Jean-Paul Lambert.

1 sur 2

Début 2019, les sociologues Bernard Fusulier et Jacques Marquet rappelaient, dans le cadre d'un séminaire sur la non-reproduction sociale, qu'un « enfant de professeur d'université, de médecin, de chef d'entreprise ou de cadre supérieur a environ une chance sur deux de faire partie des 20 % des revenus les plus élevés », citant une étude française. Mais pour les enfants dont le père est ouvrier, cette probabilité retombe à un sur dix.